

Index AI : PRE01/430/2011
30 August 2011

Libye. Amnesty International inquiète pour des personnes détenues par les forces opposées au colonel Kadhafi

Des hommes soupçonnés d'avoir combattu pour Mouammar Kadhafi, en particulier des Libyens noirs et des personnes originaires d'Afrique subsaharienne, risquent fort de faire l'objet d'abus aux mains des forces hostiles au colonel, a déclaré Amnesty International mardi 30 août après avoir vu des Libyens noirs être pris pour cible à Tripoli lundi 29.

Une délégation d'Amnesty International en visite à l'hôpital central de Tripoli a vu trois révolutionnaires *thuwwar* - nom sous lequel les combattants de l'opposition sont connus - traîner un patient noir originaire de la ville de Tawargha (ouest du pays) hors de son lit et l'arrêter. Ces hommes étaient vêtus en civil.

Les *thuwwar* ont déclaré que cet homme serait emmené à Misratah pour y être interrogé, ajoutant que les interrogateurs de Tripoli « laissent les tueurs en liberté ».

Deux autres Libyens noirs recevant des soins à l'hôpital pour des blessures par balle se sont vu prévenir par les forces opposées au colonel Kadhafi que « leur tour allait venir ».

La délégation a également vu un groupe de *thuwwar* frapper un homme devant l'hôpital. Cet homme, en détresse, criait « Je ne suis pas membre de la cinquième colonne », nom sous lequel les loyalistes sont connus.

« En l'espace d'une heure, Amnesty International a vu un homme se faire frapper et un autre être traîné hors de son lit d'hôpital vers un lieu inconnu », a résumé Claudio Cordone, directeur général d'Amnesty International.

« On ne peut qu'être inquiet de ce qui est susceptible d'arriver aux détenus loin du regard d'observateurs indépendants », a-t-il ajouté.

En mai, Le Conseil national de transition (CNT) a émis des consignes afin que ses forces agissent conformément au droit international et aux normes correspondantes. Parallèlement, le CNT a ces derniers jours envoyé des SMS aux utilisateurs de téléphones portables en Lybie, afin d'exhorter ses sympathisants à traiter les captifs avec dignité et à s'abstenir de mener des attaques en représailles.

« Nous saluons ces initiatives du CNT. Le Conseil doit cependant en faire davantage pour veiller à ce que ses combattants ne maltraitent pas les détenus, en particulier les plus vulnérables tels que les Libyens noirs et les personnes originaires d'Afrique subsaharienne », a poursuivi Claudio Cordone.

« Les combattants se livrant à des violations doivent être immédiatement suspendus de leurs fonctions dans l'attente d'une enquête ».

« Tous les crimes, quels qu'en soient les auteurs, doivent donner lieu à une enquête et les responsables

présumés doivent être traduits en justice », a-t-il conclu.

Les combattants thuwwar ont dit à Amnesty International qu'ils emmenaient le patient de Tawargha car ils étaient mécontents du fait que le personnel hospitalier s'apprête à laisser sortir un homme qu'ils pensaient loyal au colonel Kadhafi.

De nombreux Libyens noirs vivent à Tawargha. Dans l'esprit des résidents de Misratah, cette ville est associée aux pires violations commises durant le siège long d'un mois et le pilonnage incessant que Misratah a connus plus tôt cette année.

Le médecin de garde a autorisé l'« arrestation » et le patient a finalement été emmené, malgré les protestations d'Amnesty International.

Les personnes originaires d'Afrique subsaharienne sont particulièrement exposées aux violations. Nombre d'entre elles risquent de faire l'objet de représailles du fait des allégations selon lesquelles les forces pro-Kadhafi ont recouru à des « mercenaires africains » pour commettre de nombreuses violations durant le conflit.

Lors de visites dans des centres de détention à al Zawiya et Tripoli mardi 30 août, Amnesty International a appris qu'entre un tiers et la moitié des détenus étaient originaires d'Afrique subsaharienne.

Lundi 29 août, Amnesty International a examiné le corps d'un homme noir non identifié à la morgue du centre médical de Tripoli. Il avait été amené à la morgue par des inconnus ce matin-là.

Ses pieds et son torse étaient attachés. Il ne présentait aucune blessure visible, mais avait du sang barbouillé autour de la bouche. L'état de son corps indiquait que la mort était récente. Aucun rapport d'autopsie n'était disponible, et aucun papier d'identité n'a été retrouvé sur lui.

Le 28 août, Amnesty International a rendu visite à un groupe d'Érythréens se cachant dans leur maison dans un quartier pauvre de Tripoli.

Ils ont déclaré à l'organisation qu'ils restaient chez eux par peur de faire l'objet d'agressions violentes. Compte tenu de l'absence d'électricité et d'eau courante, leur situation était particulièrement difficile.